



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## Conseil d'administration 01-2025 du 5 mars 2025

Point « PV des CA 06-2024 et 07-2024 »

Délibération n° 2025-01 du 05/03/2025

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu les procès-verbaux des conseils d'administration 06-2024 du 28 novembre 2024, et 07-2024 du 19 décembre 2024.

**A la majorité des membres présents ou suppléés, approuve :**

Les comptes-rendus des conseils d'administration 06-2024 et 07-2024 figurant en annexe à la présente délibération.

Fait à Paris, le 05/03/2025

Le président du conseil d'administration

Christophe BOUILLON



# Conseil d'administration du 28 novembre 2024

## PROCES-VERBAL

### ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal du CA du 26 septembre 2024 (pour décision).....	4
Approbation du deuxième budget rectificatif pour 2024 (pour décision) .....	4
Approbation du budget initial pour 2025 – création d'un budget annexe (pour décision) .....	4
Ingénierie : application dans les départements de la circulaire du 28 décembre 2023 relative au renforcement de l'appui en ingénierie aux collectivités (pour échange) .....	10
Ingénierie : projets accompagnés et crédits déconcentrés (pour échange).....	12
Déploiement du <i>new deal mobile</i> (pour échange) .....	13
Actualité du programme Action cœur de ville (pour échange) .....	15
Mesures en faveur de l'éducation en politique de la ville : programme de réussite éducative, etc. (pour échange).....	17
Bilan annuel des conventions-cadres partenariales (pour décision).....	18
Convention de financement conclue avec la direction interministérielle de la transformation publique relative au programme France Services (régularisation) (pour décision) .....	19
Accord-cadre à bons de commande ayant pour objet l'impression offset ou numérique des documents pour l'ANCT (2 lots) (pour décision).....	19
Contrats-cadres de partenariat et avenant à un contrat de partenariat conclus dans le cadre du fonds de restructuration des locaux d'activité (FRLA2) (pour décision) .....	19
Contrat de subvention octroyé dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales (modificatif) (pour décision) .....	19





### **Étaient présents :**

#### **Membres du Conseil d'administration**

Christophe BOUILLON, Président de l'ANCT  
Stanislas BOURRON, directeur général de l'ANCT

#### **Représentants de l'État**

Alexandre SANZ – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Blandine GEORJON – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Xavier BARROIS – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Marie REGRETTIER - DB, ministère de l'Économie et des Finances  
Btism CHKIRBANI - DGE, ministère de l'Économie et des Finances (*représente Lenaïg CATZ*)  
Élise HERMANN – délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle, ministère de la Culture  
Christophe CHASSANDE – Secrétariat général ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires  
Christophe BRUNELLE – Secrétariat général ministère de l'Éducation nationale (*représente Lorna FARRE*)  
Anne-Lorraine LATRAYE – DGALN, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires  
Nadège BAPTISTA – préfète déléguée des Hauts-de-Seine  
Nicolas DAUBRESSE – DGRI, ministère de la Recherche  
Johanna AZZIZI – Secrétariat général ministère de la Santé  
Clément MÉDÉE – DGITM, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (*représente Céline MOUVET*)

#### **Représentant de la Caisse des dépôts**

Gisèle ROSSAT-MIGNOD, Banque des territoires

#### **Représentants des collectivités territoriales**

Catherine LHÉRITIER – AMF  
Michel FOURNIER – AMRF  
Patrick GENRE – ANEM  
Christophe BOUILLON – APVF  
Mélodie TONOLLI – Villes & Banlieues  
Fabien VERDIER – Interco de France

#### **Représentants du Parlement**

Louis-Jean DE NICOLAÏ – Sénateur de la Sarthe  
Jean-Luc WARSMANN – Député des Ardennes  
Véronique LOUWAGIE – Députée de l'Orne

#### **Représentants du personnel**

Joëlle MARTICHOUX – CFDT

#### **Membres à voix consultative**

Stanislas BOURRON – DG de l'ANCT  
Cécile RAQUIN – DGCL, commissaire du gouvernement  
Jessica BROUARD-MASSON - Directrice de l'expertise et des politiques publiques ANAH  
Mélanie LAMANT – Directrice de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs ANRU  
Hélène PESKINE – DGA CEREMA  
Philippe JARRAUD – contrôleur budgétaire et comptable ministérielle (*représente Christine BUHL*)  
Philippe FLORY, agent comptable de l'ANCT

### **Excusés non représentés :**

François PESNEAU - préfet de la Haute-Vienne  
Olivier JACOB – DGOM, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Patrick WEITEN - ADF  
Renaud MUSELIER – Régions de France  
Gil AVEROUS – Villes de France  
Frédéric LETURQUE – France urbaine  
Christophe GIRARD - CGT  
Sylvain WASERMAN – Président de l'ADEME  
Anne-Claire VIAL, CESE  
Catherine SEGUIN – préfète de l'Oise





*La séance démarre à 10 heures 37 sous la présidence de Monsieur Christophe BOUILLON. Monsieur Christophe BOUILLON procède à l'appel des présents. Le quorum est atteint.*

## **Le Président**

Je vous propose de débiter, comme à l'accoutumée, par un point d'actualité. Nous nous réunissons aujourd'hui pour le sixième conseil d'administration de l'année, un conseil d'une grande importance en raison d'une séquence budgétaire cruciale pour le bon fonctionnement de l'agence. Nous aborderons également quelques points d'information. Entre chaque conseil d'administration, plusieurs publications, notamment des rapports, relatives à l'agence sont diffusées. Nous faisons l'objet d'évaluations. Cet exercice fait partie intégrante du processus démocratique et permet au Parlement, ainsi qu'à d'autres opérateurs et instances, d'observer le travail que nous accomplissons et les missions qui nous ont été confiées.

Au début de l'année 2023, un rapport du Sénat a été rendu public, formulant un certain nombre de recommandations. L'objectif de ce rapport était d'harmoniser les attentes des élus locaux avec celles de notre agence. Quatorze recommandations avaient été émises. Un an plus tard, sept ont été mises en œuvre, cinq sont en cours, et deux n'ont pas été retenues. Une partie du travail a donc été accompli, avec quelques ajustements mineurs restant à effectuer pour répondre pleinement à toutes les recommandations. Il est remarquable que la quasi-totalité des recommandations aient été mises en œuvre. De nombreuses évaluations sont en cours, notamment celle de la Commission d'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, qui poursuit le travail entamé avant la dissolution, avec deux parlementaires différents, mais un même état d'esprit. Un grand nombre d'auditions sont programmées au Parlement. Nous participons activement à différents événements locaux organisés par les associations d'élus, dont je tiens à saluer les représentants. Nous profitons également de ces occasions pour fournir des informations actualisées.

Néanmoins, nous rencontrons certaines difficultés liées à la publication de ces rapports, qui peuvent parfois paraître datés, car les données nécessaires à leur rédaction remontent à plusieurs mois avant leur publication. Il est donc essentiel de tirer parti des auditions, qui se déroulent à un rythme soutenu, afin de mettre à jour les informations. Par ailleurs, un rapport de la Cour des comptes portant sur le programme spécifique « Territoires d'Industrie » a été publié. Cette évaluation, qui couvre la période 2018-2023, nous place dans la deuxième génération de ces territoires. Le 9 novembre 2023, nous avons présenté à Chalon-sur-Saône les résultats de cette deuxième période, en intégrant les priorités issues de l'expérience, notamment les questions relatives aux compétences, à la décoordination, au foncier et à l'innovation. La Cour des comptes observe qu'entre 2018 et 2022, les territoires ont bénéficié de 5 445 créations nettes d'emplois industriels sur les 47 782 emplois créés à l'échelle nationale. Elle propose plusieurs pistes d'amélioration, tout en signant un investissement de 1,7 milliard d'euros, dont 880 millions d'euros ont déjà été versés. Elle note également que les entreprises industrielles des territoires bénéficient d'une compétitivité accrue, bien que nous soyons conscients du contexte difficile et du décalage existant entre l'observation et la réalité actuelle.

Lors du Congrès des maires, un échange a eu lieu avec le ministre de l'Industrie, en présence de divers acteurs des « Territoires d'Industrie ». Plusieurs propositions et réflexions ont été soulevées lors de cette rencontre. Nous avons également reçu un rapport de la Cour des comptes concernant la mise en œuvre des recommandations, notamment celles relatives aux budgets annexes, sur lesquelles nous aurons une délibération. Cela démontre notre réactivité à mettre en œuvre ce type de recommandations.

Le budget se déploie dans un contexte contraint marqué par une réduction des ressources de l'Agence, conformément aux prévisions du PLF 2025 dont l'avenir est actuellement en discussion. Cette diminution de la subvention pour charge de service public affecte directement l'Agence et contribue à l'effort global de maîtrise des finances publiques. Cet objectif impacte également le programme budgétaire que nous mobilisons pour accomplir nos missions et programmes. Nous en verrons la traduction concrète sur le budget 2025.

Malgré ces réductions significatives, il demeure impératif de poursuivre le déploiement de nos programmes, lesquels génèrent des effets tangibles. Nous ne pouvons permettre une interruption dans leur mise en œuvre, car les enjeux auxquels nous faisons face exigent du temps. Nous mettons en place des modèles, à l'image du programme « Avenir Montagne », et abordons des questions de transformation qui nécessitent du temps pour porter leurs fruits. Il est essentiel de ne pas perturber les dynamiques urbaines, qui doivent être accompagnées de manière cohérente. La confiance, un autre élément clef, nécessite également du temps, en particulier lorsqu'il s'agit de rassembler des acteurs divers pour agir ensemble. Le dernier programme que nous portons, « Village d'avenir », est important à nos yeux. Il doit trouver sa concrétisation et nous devons en assurer la dynamique.





Nos équipes ont effectué de nombreux déplacements, dans le cadre de la tournée débutée en septembre. Nous avons notamment participé au Congrès de l'AMRF à Saint-Julien, à l'événement « Villes de France » dans le Bas-Rhin, à France Urbaine à Lyon, à la convention des Intercommunalités de France au Havre et à l'Assemblée des départements de France à Angers. La présence marquée de nos équipes, en fonction des thématiques et du travail mené avec ces différentes associations, est essentielle à nos yeux, car elle participe activement à la co-construction des projets.

Les programmes que nous portons sont issus de cette co-construction, d'une capacité à identifier collectivement les besoins des territoires en termes d'ingénierie et de développement, et à trouver les programmes adéquats pour les accompagner. Ces rencontres permettent de renforcer ces programmes et d'y apporter des éléments concrets, en particulier grâce aux missions d'observation menée par l'Observatoire des territoires et l'Observatoire de la ruralité. Nous contribuons de manière directe à la réflexion.

Nous avons effectué un déplacement dans la Sarthe dans le cadre de l'opération de renouvellement d'un centre commercial dans un quartier en politique de la ville (QPV), aux côtés du maire du Mans et d'autres acteurs locaux. Ce projet illustre les fruits de la fusion ayant conduit à la création de notre agence. La problématique de la restructuration des centres commerciaux à l'échelle des territoires montre des résultats tangibles, même si l'action est de nature à s'étendre sur le long terme. L'impact de ces transformations est remarquable lorsqu'elles aboutissent.

Nous avons également eu l'occasion de nous rendre dans le Loir-et-Cher, à l'invitation de Catherine Lhéritier, pour participer au Forum de l'Ingénierie. L'objectif est de poursuivre le développement des guides et forums relatifs à l'ingénierie, afin d'aider les élus locaux à mieux comprendre l'offre d'ingénierie disponible pour leur territoire. Je me rendrai à nouveau dans cette région la semaine prochaine pour poursuivre nos actions dans le cadre du programme Villages d'avenir.

Lors du Congrès des maires, ainsi qu'au Salon des maires et des collectivités locales, nous avons tenu un stand durant les trois jours. Nous y avons accueilli de nombreux maires, ministres, et avons signé plusieurs conventions concernant l'opérateur des Maisons France Services. Ce fut l'occasion d'assister à la présentation de 34 nouveaux espaces France Services, portant le total à 2 789, avec un objectif de 2 800. Ce programme rencontre un franc succès, tant en termes d'objectifs que d'attentes des élus et des administrés. Nous enregistrons également un accompagnement mensuel d'un million de bénéficiaires. Il est primordial de poursuivre cette dynamique. Ce fut un événement enrichissant, dont nous pourrions mesurer les effets dans les semaines à venir.

Le prochain conseil d'administration est prévu le 19 décembre, il portera sur un accord-cadre d'ingénierie. En 2025, les conseils d'administration auront lieu le 5 mars, le 26 juin, le 25 septembre et le 27 novembre.

#### **Approbation du procès-verbal du CA du 26 septembre 2024 (pour décision)**

##### **Le Président**

Je vous propose de démarrer l'examen de l'ordre du jour. Le procès-verbal du conseil d'administration du 26 septembre 2024 appelle-t-il des commentaires de votre part ?

##### **Michel FOURNIER**

Une prochaine visite, qui revêt une dimension symbolique, aura lieu le 12 décembre, avec la présence de Madame la Ministre et de l'ANCT au village de Domrémy. Il est particulièrement significatif que ce village fasse partie du programme « Villages d'avenir ».

*En l'absence de remarque, le procès-verbal est approuvé par un vote favorable à l'unanimité.*

#### **Approbation du deuxième budget rectificatif pour 2024 (pour décision)**

#### **Approbation du budget initial pour 2025 – création d'un budget annexe (pour décision)**

##### **Le Président**

Je vous propose d'examiner le deuxième budget rectificatif pour 2024. Je laisse la parole à Mme Raphaëlle Godet qui va vous le présenter.





## **Raphaëlle GODET**

Je vous remercie. Si cela vous convient, je vais présenter conjointement le budget rectificatif et le budget initial pour 2025, étant donné qu'ils se suivent. Je commencerai par rappeler les éléments de contexte ayant présidé à l'élaboration de ce deuxième budget rectificatif pour 2024 et du budget initial pour 2025.

Tout d'abord, il convient de souligner l'impact du projet de loi de Finances, qui prévoit une réduction de notre subvention pour charge de service public de 21 millions d'euros, soit une diminution de 25 % par rapport à 2024. Il existe également une incertitude quant aux taux de crédits provenant de l'État, notamment en ce qui concerne les crédits numériques. Ces éléments ont été pris en compte dans le budget rectificatif 2 (BR2), afin de conserver une certaine marge de manœuvre en 2025.

L'objectif poursuivi avec ce deuxième budget rectificatif était aussi de fiabiliser l'atterrissage en termes de recettes et de dépenses. Pour 2025, cette réduction de ressources a été intégrée, avec un effort significatif en regard des besoins identifiés, notamment pour l'enveloppe d'ingénierie, qui avait été doublée en 2024, ainsi que pour les autres activités de l'agence. Celles-ci, qu'il s'agisse des activités immobilières, européennes ou des dépenses de soutien, ont toutes été sollicitées pour contribuer à cet effort.

Le budget initial pour 2025 tient également compte de la diminution du plafond d'emplois prévu par le Projet de Loi de Finances. En ce qui concerne les besoins futurs, les évolutions seront intégrées dans un prochain budget rectificatif en 2025. Le budget initial a été élaboré avec ces ressources et dans l'objectif de maintenir un niveau minimal de trésorerie à la fin de 2025, afin de garantir le bon fonctionnement de l'agence.

Concernant le BR2, il n'y a pas de modifications significatives à signaler, mais principalement quelques ajustements. En ce qui concerne les fonds commerciaux, un avenant de 10 millions d'euros, prévu pour le plan de transformation des zones commerciales, a été pris en compte. Ce plan, que nous attendions cette année, devrait être signé à la fin 2024.

En dehors des fonds commerciaux et des crédits de relance, un besoin supplémentaire en crédits pour l'ingénierie a été pris en compte en raison de la forte dynamique engagée. Ainsi, les crédits ont été augmentés de 40 à 43 millions d'euros. Pour les autres postes de dépenses, une prévision à la baisse a été appliquée, avec un ajustement correspondant. Cela conduit à un excédent budgétaire de 17 millions d'euros, dont 7 millions concernent la partie non fléchée du budget.

Les restes à payer ont augmenté, principalement sur la partie fléchée du budget et en ingénierie. Enfin, la trésorerie de fin d'année s'élève à 86 millions d'euros, dont 4 millions concernent la partie non fléchée.

Concernant le budget initial 2025, les principaux éléments à retenir sont les suivants : en recettes, une diminution de la subvention pour charge de service public et de la subvention pour charge d'investissements, ainsi qu'une incertitude concernant les recettes provenant de la DGE pour le numérique. Un effort a été consenti sur la cession des ventes de centres commerciaux afin de soutenir nos ressources. De plus, il n'y a pas de crédits relance prévus en recettes.

En ce qui concerne les fonds commerciaux, l'hypothèse retenue est celle d'un avenant de 10 millions d'euros d'abondement pour le FRLA, de 10 millions d'euros pour le plan de transformation des zones commerciales, et de 4 millions d'euros pour le commerce rural.

En ce qui concerne les dépenses, les principaux points à signaler portent sur les fonds commerciaux et les crédits relance, liés à la suite des décaissements des recettes qui ont été encaissées. En ingénierie, les dépenses sont fixées à environ 30 millions d'euros. La masse salariale s'élève à 31 millions d'euros, conformément au plafond d'emploi. Des mesures de maîtrise ont été mises en place sur les autres dépenses, notamment pour les projets immobiliers et les projets nationaux.

Cela conduit à un déficit d'environ 12 millions d'euros, dont 14 millions d'euros pour les dépenses non fléchées. Les restes à payer à la fin de l'année sont estimés en baisse, tandis que la trésorerie de fin d'année est de 75 millions d'euros, dont 8,5 millions d'euros concernent la partie non fléchée.

Nous vous soumettons, conformément aux recommandations de la Cour des comptes, la création d'un budget annexe consacré aux activités commerciales. Il serait présenté en excédent pour 2025 sous double effet d'une maîtrise des dépenses et d'un effort consenti sur les recettes pour soutenir les ressources de l'agence.

## **Le Président**

Je vous remercie.





## **Stanislas BOURRON**

Nous sommes confrontés à l'élaboration de deux budgets particulièrement complexes, compte tenu des orientations budgétaires nationales. En tant qu'Établissement Public de l'Etat, l'Agence contribue aux efforts d'économies demandés à l'ensemble des acteurs publics. Toutefois, la baisse reste significative, avec une réduction de 25 % de la subvention pour charge de service public en 2025. Cette situation nous oblige à ralentir nos rythmes de consommation dès 2024, afin de garantir un atterrissage en fin d'année qui nous permette d'avoir suffisamment de capacité d'anticipation pour faire face à 2025.

Nous vous proposons un budget initial pour 2025 qui soit viable et qui nous permettra de maintenir une trésorerie minimale, mais suffisante, au regard des critères qui nous sont fixés. Comme l'a souligné le Président, l'objectif qui a été partagé est de continuer à avancer malgré les contraintes. Je tiens à remercier la Direction ainsi que mes collègues, dans le cadre de notre tutelle, pour leur engagement à travailler de manière transversale car, au-delà des budgets de l'agence, ce sont l'ensemble des programmes 112 et 147, relatifs à l'aménagement du territoire et à la politique de la ville, qui sont impactés. Nous devons préserver les dynamiques en cours et éviter un « stop and go » qui serait préjudiciable aux projets territoriaux.

Collectivement, nous avons fait en sorte de préserver le minimum nécessaire pour mener à bien les grands programmes et actions, y compris les dispositifs d'ingénierie, sur lesquels nous avons été particulièrement sollicités cette année. Par ailleurs, nous devons également répondre à une demande très forte émanant des petites collectivités.

Bien que le budget que nous vous proposons ne soit pas aisé, il demeure soutenable. Toutefois, il aura des effets concrets.

## **Le Président**

Je vous remercie. Qui souhaite prendre la parole ?

## **Joëlle MARTICHOUX**

Bonjour. Concernant le budget initial 2025, bien que les économies soient présentées comme ayant peu d'impact sur l'Agence, elles représentent de véritables réductions, en particulier en ce qui concerne le personnel. Les équipes, déjà en sous-effectif, ne pourront pas résoudre cette problématique, car les remplacements sont largement gelés. L'Agence doit renforcer ses programmes, car des commandes nouvelles sont régulièrement émises, ce qui alourdit la charge de travail. Il est essentiel de veiller à ne pas épuiser des personnels déjà fatigués de devoir pallier un fort taux de turnover. Nous observons qu'il y a de plus en plus de missions pour de moins en moins de personnel.

Une véritable réflexion de fond doit être menée avec les équipes, particulièrement celles touchées par les contraintes budgétaires, sur les missions à prioriser. La gestion des interventions de l'Agence ne doit pas être uniquement pensée sous un angle budgétaire, comme cela semble être le cas actuellement. Lorsqu'un dispositif est amené à disparaître ou à se réduire de manière significative, il est crucial de réfléchir à une sortie positive de ce dispositif.

Sur le terrain, les demandes concernant les dispositifs sont fortes et il serait pertinent que le Conseil d'Administration soit force de proposition et de réflexion à ce sujet. Si des économies doivent être réalisées, la sortie de certains dispositifs pourrait être envisagée.

Nous vous encourageons vivement à réfléchir avec le personnel et à l'impliquer dans cette réflexion, afin qu'il se sente investi dans les projets. Les équipes sont tout à fait capables de proposer des solutions pertinentes, bien plus que des cabinets de conseil. Il est regrettable de perdre la richesse du savoir-faire accumulé pendant plus de 30 ans sur les territoires en raison d'une gestion du personnel qui manque d'anticipation des départs et de transmission des savoirs. De nombreux métiers d'expertise pointue, indispensables aux territoires, se sentent aujourd'hui menacés.

Pouvez-vous rassurer ces personnels ?

## **Le Président**

Je vous remercie. Je vous propose d'écouter plusieurs interventions s'il y en a et de répondre par la suite. D'autres personnes souhaitent-elles prendre la parole ?

## **Catherine LHERITIER**

Je souhaite attirer l'attention sur la nécessité de maintenir les dotations pour le financement de l'ingénierie. L'Agence a su s'imposer sur les territoires, et un certain nombre d'initiatives ont été engagées, notamment







dans le cadre des dispositifs comme le dernier programme « Village d'avenir ». Les réflexions menées sur les territoires vont générer des besoins supplémentaires en ingénierie pour la conduite de ces projets, qui dépasseront souvent le cadre des mandats municipaux. Il est donc crucial que ces projets bénéficient d'un soutien en ingénierie conséquent.

Je tiens à saluer la déconcentration des responsabilités aux préfets, ainsi que les enveloppes budgétaires qui permettent également de financer l'ingénierie locale. Je voulais attirer l'attention sur la nécessité de conserver un niveau élevé d'intervention en ingénierie.

Je souhaite également rappeler que certains bureaux d'étude rencontrent encore des difficultés à s'adapter aux besoins spécifiques des territoires, ce qui reste un axe d'amélioration. Si des contraintes budgétaires doivent être appliquées, il serait préférable de ne pas les appliquer aux financements de l'ingénierie qui, à mon sens, est aujourd'hui un outil précieux et dont les communes sont particulièrement demandeuses.

#### **Le Président**

Je vous remercie. En l'absence d'autre remarque, j'invite Stanislas BOURRON à vous répondre.

#### **Stanislas BOURRON**

Le budget a été mis en œuvre dans un calendrier serré, mais nous avons tenté de travailler de manière constructive au regard de cette contrainte. Je peux vous assurer qu'aucune activité ne disparaîtra, en particulier l'activité commerciale, qui reste un axe majeur de notre intervention. Cela se traduit par des inaugurations récentes, comme celle en Sarthe, à Tourcoing en septembre, et en Dordogne dans un QPV. Nous poursuivons une activité qui fonctionne bien et répond à des besoins spécifiques là où aucun autre acteur n'est présent. La raison même de la création de l'Agence était d'intervenir dans ces zones où il n'y a pas de réponse. Cette mission se poursuivra.

Cependant, la réduction des crédits nous oblige à prendre davantage de temps pour la mise en œuvre des projets, à réduire le nombre de projets prévus et à revoir les plans de charge. Tous les domaines d'activité devront être réévalués en fonction de ces contraintes budgétaires. Une baisse de crédits ne peut être sans impact.

Concernant les dispositifs, l'État a pris des engagements. Je plaide pour que ces engagements soient honorés et que ces dispositifs soient menés à terme. Nous devons également rester force de proposition dans l'éventualité de modifications futures. Dans les semaines à venir, nous aurons l'opportunité, avec les ministres, de réfléchir à de nouvelles formes de soutien et d'évolution. Beaucoup de nos projets s'étendent jusqu'à la fin du mandat municipal en 2026. La question de leur avenir se posera pour le prochain mandat. Il sera alors crucial de réfléchir à un accompagnement différent qui tiendra compte des nouveaux enjeux.

En ce qui concerne la composition du budget, l'année 2024 a été marquée par une déconcentration des responsabilités, qui a produit des résultats positifs, voire même une surchauffe en termes de projets. Il sera nécessaire de garder une certaine flexibilité pour l'année prochaine, car de nombreux dossiers qui attendent actuellement seront à accompagner dès le début de l'année prochaine. Nous maintiendrons la dotation d'ingénierie. Toutefois, l'augmentation de 20 millions d'euros accordée à l'ingénierie l'année dernière devra être réduite cette année en raison de la baisse des crédits. Nous veillerons à éviter tout effet de rupture, qui serait préjudiciable aux projets et actions sur le terrain, comme aux collectivités, acteurs économiques et associatifs qui en bénéficient.

#### **Le Président**

Je vous remercie pour ces réponses. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions ?

#### **Patrick GENRE**

Je vous remercie, Monsieur le Président. Pour les collectivités, comme pour l'agence ou tout autre structure publique, il est essentiel de disposer le plus tôt possible des informations concernant les éventuelles conséquences des reports et modifications de calendriers pour que nous puissions adapter nos budgets locaux en conséquence. Nous entendons que l'année à venir sera une année blanche et qu'aucun crédit supplémentaire ne serait alloué, ce qui représenterait une grave entrave à la poursuite de l'évolution des territoires montagneux que nous représentons au sein de l'ANEM, notamment en matière de changement climatique. Cette information est-elle vérifiée ?

#### **Le Président**

Je vous remercie. J'invite Mme Cécile Raquin, puis M. Stanislas Bourron, à répondre.







## **Cécile RAQUIN**

Concernant le budget et les choix effectués pour les programmes 147 et 112, la logique suivie est celle des ministres Mme Létard, Mme Vautrin et Mme Gatel, qui ont souhaité maintenir les dispositifs territoriaux déjà en place et opérationnels. Pour le programme 147, les contrats de ville bénéficient d'une priorité, de même que les dispositifs territoriaux tels que les Cités éducatives qui continueront d'être soutenus. Les crédits nationaux sont ceux qui connaissent les plus fortes réductions. Toutefois, les crédits permettent de maintenir les politiques territoriales lancées, sans augmentation, mais plutôt dans une logique de stabilisation des financements.

Pour le programme 112, une approche similaire a été adoptée. Les dispositifs qui rencontrent un succès sur le terrain, tels que les PVD, Cœur de Ville, Village d'Avenir, le financement de France Services, ou les territoires d'industrie, ont été préservés afin d'éviter un arrêt brutal. La baisse des crédits touche principalement les programmes plus pilotables, bien que cet ajustement ait également un impact sur les territoires. Cela concerne notamment les crédits affectant les CPER et CPIER, dont le financement sera décalé dans le temps. Des crédits sont toujours disponibles pour initier des projets. Cependant, la situation concernant les crédits de paiement pour 2025 s'avère complexe. Des reports de paiements sur 2026 sont envisagés. C'est dans ce cadre que les commissariats de massif pourraient être affectés, notamment pour les crédits dédiés au fonctionnement, nécessitant des CP. La difficulté réside dans l'obtention de CP disponibles sur ces lignes, qui sont libres d'emploi, mais qui, en raison des engagements dans des contrats pluriannuels, verront leur exécution décalée dans le temps.

## **Stanislas BOURRON**

Malgré ces nouvelles préoccupantes, certaines perspectives positives demeurent, comme le programme « Avenir Montagne Ingénierie », qui prévoit des financements dédiés pour achever les engagements en 2025. Nous sommes actuellement en train d'évaluer, avec les commissariats de massif, l'impact de ces difficultés, notamment le manque de CP pour les contrats de plan interrégionaux afin d'en mesurer l'ampleur et les besoins associés. Les CPER sont principalement composés de dossiers d'investissement, et bien qu'il y ait toujours la possibilité de lancer des projets d'investissement, certains dossiers en fonctionnement nécessitent d'avoir des AEPCP simultanément. Nous devons donc évaluer l'ampleur de cette contrainte.

En ce qui concerne les effectifs, une réduction de 21 ETP est prévue pour l'année prochaine, mais l'objectif n'est pas de geler systématiquement tous les remplacements. Nous avons cherché à anticiper cette situation, notamment pour les postes sur contrats de renfort. À l'avenir, une approche plus restrictive sera adoptée concernant ces postes, mais il n'est pas question de procéder à un non-remplacement aveugle des agents.

## **Louis-Jean DE NICOLAY**

Je souhaite profiter de cette occasion pour alerter l'Agence sur la crise automobile et la fermeture de sites. Une réflexion en concertation avec les préfets de département à ce sujet doit être menée. Prenons l'exemple de Cholet et de la Sarthe. Comment faciliter la reconversion des friches industrielles dans ces territoires ? En ce qui concerne la baisse des crédits, je rappelle que les 20 millions d'euros initialement alloués à l'ingénierie avaient été doublés cette année pour atteindre 40 millions d'euros. Nous revenons donc à une situation normale, ce qui correspond à 100 000 euros par préfet.

## **Le Président**

Pour répondre à la question sur la filière automobile, il a été demandé que des crédits d'ingénierie soient réservés pour soutenir les missions de rebond sur certains territoires industriels. L'intérêt du dispositif « Territoires d'industrie » réside dans la mise en place d'un binôme entre le chef d'entreprise et l' élu local, permettant ainsi un travail adapté et pertinent en fonction des spécificités économiques des territoires.

## **Stanislas BOURRON**

La situation que vous évoquez est en effet prise en compte dans le cadre du programme « Territoires d'industrie », qui comprend un dispositif spécifique de missions de rebond pour soutenir les secteurs en crise, notamment l'industrie automobile. Les crédits, alimentés jusqu'en 2023 par des fonds de relance, ne sont plus disponibles. Cependant, des reliquats ont permis de maintenir ce soutien en 2024. Nous avons échangé avec le cabinet de la ministre, Madame Vautrin. Le système repose sur deux volets : d'une part, des crédits d'ingénierie pour accompagner la réflexion sur le devenir des sites en concertation avec tous les acteurs locaux ; d'autre part, des financements en investissement pour soutenir les projets innovants et relancer la dynamique sur les territoires. Nous prévoyons d'allouer des crédits dédiés à ces actions à partir de nos propres ressources et nous devons identifier les mécanismes de financement pour l'investissement en 2025. La question qui préoccupe la ministre et son cabinet concerne précisément qui prendra en charge ces investissements.





## **Fabien VERDIER**

Bonjour à tous, je suis Fabien Verdier, président du Grand Châteaudun, et je représente aujourd'hui l'intercommunalité de France. Concernant l'ingénierie et Action cœur de ville, nous rappelons que l'intercommunalité joue un rôle fondamental et qu'il ne faut pas sous-estimer sa place. En matière d'Action cœur de ville, les intercommunalités peuvent fournir un premier niveau d'ingénierie aux communes. Je regrette que nous ne soyons pas suffisamment axés sur des projets structurants tels que les hôpitaux, les maternités, l'industrie, etc. Les inquiétudes sont grandes. Lors des élections, nous voyons la montée des extrêmes, ce qui donne un indicateur de la pertinence des actions menées. En juin dernier, 11 millions de voix se sont portées sur ces partis. En Eure-et-Loir, parmi les 365 communes, 362 ont placé M. Bardella en tête. Nous connaissons la situation budgétaire du pays, mais il est impératif de faire mieux avec moins. Nous agissons trop souvent trop tard. Je plaide pour une ANDT, afin de développer nos territoires en matière de PIB, d'industrie, de santé et de transports. Si nous ne le faisons pas, la République en souffrira. Je soutiens les dispositifs évoqués, mais ce ne sont que des pansements sur des plaies profondes.

### **Le Président**

Nous partageons le même constat. Le programme « Territoires d'industrie », co-construit avec Intercommunalité de France et Régions de France, couvre 183 territoires industriels, soit presque la moitié des intercommunalités du pays. Par sa portée, il touche des territoires ruraux, urbains, plus ou moins denses. Il est à noter que 70 % des emplois industriels se trouvent dans des villes de moins de 20 000 habitants. Ce programme permet d'agir dans tous les types de territoires. Je partage également l'importance des enjeux liés à la santé et à la mobilité. Je précise qu'Action cœur de ville et d'autres programmes ont des actions structurantes pour revitaliser les territoires, notamment sur les questions de logement, d'aménagement et d'accessibilité. Les projets portés par « Villages d'Avenir » intègrent des enjeux de logement, de mobilité et de santé. Les intentions sont transversales. Dans le cadre du programme « France Ruralité », des crédits ont été alloués pour répondre aux enjeux de mobilité. Nous avons déjà accompagné certaines communes sur des initiatives de transport à la demande et d'autopartage.

Concernant la santé, bien que nous n'ayons pas tous les leviers nécessaires, des réflexions sont en cours. Le congrès des maires ruraux de France a mené un travail approfondi sur ces questions. Cette dimension est importante en matière d'attractivité des territoires comme peuvent l'être la mobilité et l'offre de services. Autrefois, la question de la scolarité était au cœur des préoccupations, aujourd'hui, c'est celle de l'offre de soins qui émerge. Il est crucial d'impliquer les collectivités dans la réflexion. Par exemple, nous avons travaillé sur le sujet du « mieux vieillir » dans les petites villes. Nous avons une vocation d'essai : lorsque de bonnes pratiques existent sur des enjeux structurants, il est important de les dupliquer.

## **Michel FOURNIER**

Je tiens à souligner une incompréhension persistante concernant le terme « structurant ». Ce terme peut revêtir différentes significations selon l'échelle à laquelle on l'applique. Certains projets peuvent être structurants au niveau d'une commune, tandis que d'autres peuvent l'être à l'échelle d'une intercommunalité. Nous sommes également confrontés aux résultats des élections, et certains en profitent pour en tirer parti. Il est essentiel de ne pas oublier que la proximité reste primordiale, afin que les citoyens puissent se reconnaître dans les projets proposés.

### **Le Président**

Je réagis aux propos de Michel Fournier. Lorsqu'il est question de structuration des territoires, nous disposons de l'outil CRTE. Les enjeux de structuration se fixent à l'échelle d'un territoire. Concernant les corrélations avec les enjeux politiques, lors de notre déplacement dans le département de l'Eure avec Stanislas Bourron, le Préfet nous a indiqué que certaines collectivités ne demandaient aucune aide, ni pour la DETR, ni pour l'ingénierie. En effet, les petites communes ne font parfois aucune demande parce qu'elles sont découragées. Il est donc crucial de développer une démarche proactive d'« aller vers ». Les chargés de projets, positionnés dans les préfectures dans le cadre du dispositif « Village d'avenir », pourront accompagner ces territoires, tout comme les chargés de mission territoriaux, déployés dans toutes les régions de France.

## **Gisèle ROSSA-MIGNOT**

Le budget est complexe. Je note néanmoins la volonté d'éviter toute forme de « stop and go ». La Banque des Territoires et la Caisse des Dépôts demeurent des partenaires de long terme des collectivités locales et de l'ANCT et la Caisse des dépôts ne réduira pas les crédits d'ingénierie alloués pour l'année 2025. Nous continuerons à accompagner l'Agence et les collectivités. Nous réfléchissons également à contribuer à un programme axé sur la santé et le médico-social, ainsi qu'à un programme dédié à la Montagne. Nous apportons notre entière solidarité au travail mené par l'ANCT.

*Véronique LOUWAGIE intègre la séance.*





### **Le Président**

Je vous remercie. Je souhaite également signaler l'arrivée parmi nous de Madame Véronique Louwagie, députée de l'Orne, dont nous connaissons l'implication sur les questions d'aménagement du territoire. Elle mesure parfaitement les enjeux de structuration territoriale. Nous sommes heureux de l'accueillir parmi nous. Elle a appris seulement hier sa nomination au conseil d'administration, nous la saluons donc à double titre. Les échanges que nous avons aujourd'hui reflètent sans doute les discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale.

### **Mélody TONOLLI**

Je souhaite rebondir sur plusieurs interventions et obtenir quelques précisions. Nous échangeons fréquemment avec les élus de Villes et Banlieues, et les inquiétudes sont nombreuses. Les alertes concernant la situation des emplois adultes relais, la baisse des crédits et les difficultés rencontrées par certaines associations sont particulièrement préoccupantes. Le contexte est très difficile. Concernant la réussite éducative, un sujet que nous abordons régulièrement, les signaux ne sont pas toujours positifs, notamment pour les Cités éducatives. J'aimerais obtenir davantage d'informations à ce sujet, car il y a de très fortes attentes autour de ce dispositif. De nombreuses villes ont des besoins importants.

### **Le Président**

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet au cours de ce conseil d'administration. Nous avons eu l'occasion lors d'un déplacement à Montpellier d'être convaincu par ce dispositif.

### **Mélody TONOLLI**

En ce qui concerne le budget, j'ai cru comprendre que la situation était plutôt rassurante pour les Cités éducatives, mais j'aurais souhaité obtenir une confirmation à ce sujet. Je vous remercie.

### **Stanislas BOURRON**

Le budget de l'agence ne comprend pas les crédits des Cités éducatives. Ces crédits sont attribués par le programme 147, politique de la ville, bien que nous soyons animateurs de cette politique. La priorité est de maintenir les Cités éducatives, mais nous dépendons du vote du PLF. Les débats se poursuivent actuellement au Sénat, ce qui rend difficile toute réponse définitive. Néanmoins, les crédits ne figurent pas dans le budget de l'agence.

### **Philippe JARROT**

Je souhaite faire une intervention technique concernant la délibération, en particulier le vote du BI 2025. J'aurais souhaité que ces délibérations mentionnent l'objectif d'intégrer, dans le premier BR 2025, les jours de carence ainsi que l'indemnisation des congés maladie ordinaire.

### **Stanislas BOURRON**

Nous appliquerons les textes dès qu'ils seront adoptés. Cette question sera prise en compte lors du prochain budget rectificatif.

### **Le Président**

Je vous propose de voter.

*Le Président soumet le budget rectificatif pour 2024 au vote. Le vote est favorable. Une personne s'abstient.*

*Le Président soumet la création d'un budget annexe au vote. Le vote est favorable. Une personne s'abstient.*

*Le Président soumet le budget initial pour 2025 au vote. Le vote est favorable. Une personne s'exprime contre et une personne s'abstient.*

**Ingénierie : application dans les départements de la circulaire du 28 décembre 2023 relative au renforcement de l'appui en ingénierie aux collectivités (pour échange)**

### **Le Président**

Cette circulaire résulte d'un vote exprimé lors du conseil d'administration du 26 juin 2023, lorsque nous avons adopté notre feuille de route. Elle fait également partie des recommandations formulées par le Sénat, mentionnées dans les propos liminaires.





## **Agnès REINER**

La circulaire du 28 décembre 2023, signée par Christophe Béchu et Dominique Faure, vient renforcer l'initiative prise par l'ANCT pour répondre à un enjeu majeur : faciliter l'accès à l'ANCT au niveau local. En effet, l'accès se fait par le niveau départemental lorsque l'ingénierie locale n'a pas pu répondre aux besoins. Il y a donc un double enjeu : animer l'ingénierie locale, avec comme outil le Comité Local de Cohésion des Territoires (CLCT). La circulaire demandait à tous les préfets de créer et d'animer un CLCT afin de dynamiser la coopération avec les acteurs de l'ingénierie et les élus des collectivités et départements. Ce dispositif a été mis en place dans tous les départements, à l'exception de la Guyane. 20 % de ces comités se sont réunis plus de six fois depuis 2020. Ces comités incluent le conseil départemental, le président du conseil départemental, les présidents des EPCI du département, les associations d'élus, ainsi que les trois partenaires : CEREMA, ADEME et la Banque des Territoires.

Parmi les autres mesures prévues dans la circulaire figurait l'objectif de faire connaître l'ANCT au niveau départemental auprès des élus. Cette mesure s'illustre à travers trois actions concrètes. La première a consisté à instaurer une porte d'entrée numérique unique au moyen d'une adresse email, ce qui a été mis en place dans tous les départements. Une autre mesure a été la création d'une cartographie des acteurs de l'ingénierie, en lien direct avec l'animation du CLCT, afin que les élus puissent avoir une vision claire des ressources d'ingénierie disponibles. Cette cartographie est désormais présente dans tous les départements. Enfin, la circulaire prévoyait la mise en place d'un forum de l'ingénierie pour réunir élus et acteurs locaux. La plupart de ces forums ont eu lieu au second semestre 2024, certains étant reportés à 2025. La grande majorité des départements auront réalisé leur forum au début de l'année 2025.

Nous avons également profité du questionnaire envoyé aux Préfets pour recueillir des informations sur l'utilisation de l'outil « Aide Territoire », qui est un recensement des ressources d'ingénierie techniques et financières. Les retours sont positifs et cet outil est largement utilisé par les délégations territoriales de l'ANCT, permettant d'orienter les élus vers les bonnes ressources. Des progrès restent à accomplir sur l'accessibilité de l'information et ces points seront pris en compte, car l'outil « Aide Territoire » est désormais géré par l'ANCT suite à la signature de la convention de transfert la semaine dernière.

## **Le Président**

Je vous remercie. Avez-vous des questions à ce sujet ?

## **Michel FOURNIER**

Nous souhaiterions obtenir les cartes des départements. Certaines structures peuvent penser qu'il existe une forme de concurrence dans l'ingénierie et il est important de mettre fin à cette idée. Chacun possède ses propres capacités et les réponses ne sont pas concurrentielles. Les demandes varient d'un territoire à l'autre, et les départements sont sensibles à la question, pensant parfois que nous empiétons sur leur domaine d'action. Ce n'est toutefois pas le cas. L'ANCT propose une ingénierie spécifique pour des situations qui ne peuvent pas être traitées localement.

## **Catherine LHERITIER**

Je tiens à réagir à ce qui a été dit. Le meilleur moyen de démontrer que l'ingénierie locale est complémentaire réside dans l'organisation de forums de l'ingénierie, comme cela a été fait dans le Loir-et-Cher. Il n'y a aucune rivalité entre les intervenants, bien au contraire, il s'agit d'une véritable complémentarité. Le département perçoit positivement le développement de l'ingénierie locale pour soutenir les communes. Cette diversité contribue à la richesse de nos territoires. La déconcentration d'une enveloppe de crédits pour les préfets permet également de financer certains cabinets d'ingénierie présents sur les territoires.

## **Hélène PESKINE**

Les directions territoriales du CEREMA participent activement à ces réunions partout en France, avec un grand intérêt, car cela permet d'aligner l'offre des opérateurs techniques. Cela permet aussi de faire connaître aux services déconcentrés de l'État et aux collectivités locales les capacités locales de notre établissement. Ce travail se concentre autour des préfets et de certaines missions spécifiques, telles que la mission d'adaptation aux changements climatiques, qui suit une logique de guichet unique et qui conforte le dispositif de conférence territoriale de l'ingénierie locale.

## **Le Président**

Je vous remercie. Il est indéniable que la circulaire du 28 décembre 2023 marquera un avant et un après. Nous mesurons déjà ses effets et il est essentiel de poursuivre nos efforts, car tous les départements n'ont pas encore été couverts. Nous devons nous donner la possibilité de renouveler ces initiatives. La fin du cycle municipal entraînera un renouvellement offrant ainsi l'occasion de mettre à jour les informations concernant les actions entreprises et les responsables.





## **Benoît DUFUMIER**

Pour rebondir sur les propos d'Hélène Peskine, je propose que nous coordonnions le guichet de la mission adaptation avec celui de l'ingénierie afin de créer une véritable complémentarité entre les deux dispositifs.

### **Ingénierie : projets accompagnés et crédits déconcentrés (pour échange)**

#### **Le Président**

Je propose à présent d'évoquer quelques exemples.

#### **Nicolas PETIT**

Nous allons maintenant aborder le traditionnel point sur les projets accompagnés. L'année 2024 a été marquée par la mise en place de la déconcentration en mars. Nous avons demandé aux délégations territoriales de faire un point prévisionnel sur les projets prioritaires à la mi-septembre, pour pouvoir avoir une vision claire de l'ensemble à la fin de l'exercice budgétaire. Fin octobre, des projets non programmés et d'une volumétrie importante ont émergé, ce qui nous a conduits à demander aux délégations territoriales de prioriser les projets structurants pour le territoire et d'identifier ceux qui pouvaient être reportés à 2025. Je vais vous présenter le fruit de cet exercice.

Le contexte de surchauffe nous a conduits à utiliser plus de ressources que ce qui était prévu en début d'année. Vous pouvez voir sur la note principale que nous vous avons remise qu'il y a eu 848 projets accompagnés à date en 2024, soit une augmentation significative par rapport à 2023. Nous vous avons également remis les enveloppes déconcentrées et la manière dont elles ont été mobilisées jusqu'à présent. Certains endroits n'ont pas sollicité ces crédits en raison de l'existence d'une ingénierie locale suffisante, tandis que d'autres territoires ont largement dépassé le budget de 150 000 euros préattribué à chaque préfet, car il y avait un besoin local non couvert par l'ingénierie existante.

Dans les évolutions, vous trouverez une carte avec un code couleur. Plus la couleur est sombre, plus il y a de sollicitations. Ces accompagnements se concentrent principalement sur les plus petites collectivités. Les données sont récurrentes et la même tendance est observée pour les EPCI. Sur la page 9, vous trouverez des histogrammes concernant la répartition thématique des projets. En 2024, 221 projets étaient liés à l'appui au montage, à l'aide à l'émergence et à la faisabilité. En deuxième position, l'appui numérique sur mesure avec 152 projets. Juste derrière, 148 projets ont été élaborés autour de projets de territoires avec une notion de développement économique, touristique. 37 projets portent sur l'accès aux services de santé. Quelques territoires s'interrogent sur les mesures à mettre en œuvre afin d'attirer des médecins et d'éviter le risque de concurrence entre plusieurs intercommunalités sur cette question. Bien que ce sujet soit encore minoritaire, avec seulement 5 ou 6 projets à ce propos, il demeure important. Enfin, 69 projets correspondent à des feuilles de route des « Villages d'avenir », avec une demande de la ministre pour que ces villages bénéficient d'un appui en ingénierie pour élaborer leur feuille de route. Le tourisme continue également d'être un axe majeur de questionnement, avec 71 projets, malgré l'échéance du programme « Destination France » porté par le gouvernement.

#### **Le Président**

Je vous remercie.

#### **Stanislas BOURRON**

En résumé, nous avons lancé la déconcentration des crédits conformément aux décisions prises en conseil d'administration, après l'adoption des 20 millions d'euros pour l'ingénierie par le Parlement l'année dernière. Sur ces 20 millions d'euros, 15 millions étaient initialement destinés à être alloués aux préfets. Toutefois, 17 millions d'euros ont été consommés, ce qui nous a amenés à modérer notre effort. Au total, nous avons consommé 43 millions d'euros au lieu des 40 millions d'euros initialement prévus au titre de l'ingénierie. En conséquence, certains dossiers devront être reportés en 2025.

Concrètement, 850 projets ont été soutenus cette année, représentant ainsi un tiers du chiffre d'affaires de l'Agence. Ce dispositif fonctionne efficacement, et nous poursuivrons l'année prochaine en intensifiant l'effort sur cette approche d'accompagnement de proximité. À l'heure actuelle, 95 départements sont organisés localement pour faire fonctionner ce système et le dispositif est désormais pleinement opérationnel.





## Déploiement du *new deal mobile* (pour échange)

### Le Président

Je vais inviter Laurent Roger à se joindre à nous afin d'évoquer le New Deal mobile, un accord majeur conclu en 2018 entre le gouvernement et les différents opérateurs.

### Laurent ROGER

Je vous remercie, Monsieur le Président. Je vais céder la parole à Zacharia Alayhane, directeur des programmes de France Très Haut Débit et France Mobile.

### Zacharia ALAYHANE

Le New Deal mobile concerne la couverture des territoires en matière de téléphonie mobile. Il a été négocié en 2017 pour le compte du gouvernement et mis en œuvre au début de l'année 2018. Les opérateurs ont pris un certain nombre d'engagements en échange d'une exonération d'enchères. L'État a renoncé à une ressource de 3 milliards d'euros, en contrepartie d'investissements réalisés par les opérateurs sur le territoire. Je vais évoquer deux engagements majeurs : le cinquième et le quatrième, que nous portons à l'ANCT. Le cinquième engagement consiste à apporter la couverture Internet fixe dans les territoires *via* la 4G. La fibre optique se développe, mais en attendant, il est essentiel d'offrir une couverture adéquate à nos concitoyens. Le quatrième engagement porte sur l'amélioration de la couverture mobile dans les zones insuffisamment ou mal couvertes. Les opérateurs doivent déployer 5 000 sites chacun sur le territoire. Ce ne sont pas 20 000 pylônes, mais souvent des pylônes communs à quatre opérateurs. À ce jour, 3 277 pylônes sont en service sur les 4 900 prévus. Chaque jour, deux nouveaux pylônes sont mis en service, ce qui marque une avancée significative, bien que le dispositif touche à sa fin.

L'outil « Toutes et tous connectés » permet aux territoires de signaler les zones où la couverture mobile présente des lacunes. Cet outil est essentiel pour organiser ce travail sur le terrain.

En ce qui concerne l'évolution de la couverture 4G entre 2017 et 2023, des progrès notables ont été réalisés, notamment grâce au New Deal mobile. Cependant, certaines zones restent encore mal couvertes. Nous sommes en fin de phase d'identification des pylônes et les obligations de couverture sont notifiées aux opérateurs par le biais d'arrêtés ministériels. Ceux-ci disposent de deux ans pour réaliser les constructions. Une centaine de sites doivent encore être identifiés d'ici 2025. Si cette politique publique a été bénéfique, des questions subsistent quant à la suite des développements. Nous ne disposons d'aucun moyen contraignant pour imposer de nouvelles obligations aux opérateurs, mais nous relayons les demandes des territoires, des élus et des préfets, qui estiment que cette politique mériterait d'être prolongée. Des besoins demeurent dans certains territoires.

Une attention particulière est accordée aux territoires ultramarins. Le New Deal mobile ne concerne que la France métropolitaine, car les opérateurs diffèrent dans ces régions. La couverture y est plus faible. Nous disposons d'outils de coordination gérés par l'ARCEP, avec laquelle nous collaborons étroitement pour contraindre les opérateurs à renforcer leur couverture. Un cas particulier se pose en Guyane, où le retard est manifeste. Bien que 86 % de la population soit théoriquement couverte, les autorités locales considèrent ce chiffre comme surestimé. Actuellement, seulement 2 % du territoire guyanais est couvert, et les axes routiers ne le sont pas. Cette situation a conduit à la mise en place d'un dispositif de rattrapage spécifique pour la Guyane, doté d'une enveloppe de 10 millions d'euros. L'ANCT a déjà instruit ce dossier, mais la décision de la DGOM reste attendue. Lorsque le marché sera attribué, les travaux pourront débuter et la situation en Guyane progressera.

### Le Président

Je vous remercie pour cette synthèse ainsi que pour les documents qui l'accompagnent.

### Michel FOURNIER

J'ai participé au New Deal dans mon département, les Vosges. À ce jour, la 4G couvre une grande partie du territoire, mais les opérateurs réduisent l'intensité de la couverture. La 5G semble responsable de cette diminution du périmètre de la 4G. La couverture n'est donc plus aussi bonne qu'auparavant.

### Zacharia ALAYHANE

Vous n'êtes pas le seul à soulever ce problème qui est partagé par plusieurs territoires. Nous éprouvons des difficultés à en comprendre l'origine. Les opérateurs ne parviennent pas à nous fournir d'explications claires. Le changement d'antenne, moins bien orientée, pourrait être à l'origine de cette situation, mais cela ne suffit pas à justifier l'ensemble du phénomène. Nous poursuivons nos investigations à ce sujet.







### **Patrick GENRE**

Les élus des territoires de montagne et de l'AMF sont particulièrement préoccupés par la sortie du cuivre qui représente un défi majeur. Le déploiement de la fibre optique se fait de manière archaïque avec une gestion kafkaïenne et l'implication de nombreux sous-traitants. Des problèmes subsistent également dans la gestion des armoires. La sortie du cuivre est prévue à l'horizon 2030. Certaines communes sont concernées dès 2024-2025. Je m'inquiète des conséquences possibles. En cas de coupure de fibre, comme cela a été le cas dans ma commune, la situation devient catastrophique. Nous n'aurons plus aucune solution lorsque l'ADSL sera définitivement abandonné. Le cahier des charges doit être révisé. L'opérateur Orange a annoncé qu'il ne continuerait plus à entretenir les lignes cuivre. Je souhaite attirer votre attention sur ce problème qui constitue un réel enjeu pour l'avenir.

### **Catherine LHERITIER**

Pour revenir au New Deal et soutenir les propos de mes collègues maires ruraux, il est effectivement constaté que la qualité de la couverture se dégrade ponctuellement. En situation de crise, comme lors d'inondations ou de tempêtes, nous nous retrouvons sans aucune liaison. Des besoins demeurent dans certains territoires. Concernant l'AMF, nous demandons la relance d'un débat avec le gouvernement afin de mettre en place un dispositif similaire à celui déployé. Ce dispositif ayant des effets positifs, il nous semble crucial de le poursuivre.

### **Zacharia ALAYHANE**

La fin du cuivre est liée au New Deal, car l'objectif est la généralisation de la fibre d'ici 2025. Lorsqu'une commune perd l'accès au cuivre sans disposer de couverture mobile, elle se retrouve sans solution. Ces deux problématiques sont étroitement liées. Le comité national de concertation permet de dialoguer entre les associations de collectivités, les opérateurs et les services de l'État. À l'ANCT, nous avons souhaité que les préfetures organisent des comités locaux pour piloter la fermeture du cuivre au niveau local afin d'impliquer les élus de terrain.

Vous avez évoqué les risques liés à cette transition. Nous partageons vos préoccupations et maintenons une exigence permanente envers Orange pour que cette évolution soit bien structurée et que les progrès soient réalisés. Quant à l'idée de reporter la fermeture du cuivre, je fais preuve de prudence. Les collectivités portent des projets de réseaux d'initiative publique pour le déploiement de la fibre. Si nous retardons la fermeture du cuivre, nous allons décharger ces réseaux fibre des clients potentiels, fragilisant ainsi les acteurs économiques du secteur. L'ANCT travaille pour le compte de l'État afin de garantir que la fibre arrive dans tous les territoires et soutient financièrement le premier déploiement de ces réseaux. Retarder la fermeture du cuivre risquerait donc d'affaiblir les projets locaux.

Nous entendons votre demande d'un prolongement de cette politique et nous la relayons auprès du gouvernement. Les députés Jérôme Nury et Éric Bothorel mènent actuellement une mission d'information sur l'avenir du New Deal mobile. Ils interrogent les acteurs concernés et ont prévu de rendre leur rapport début 2025. Il serait essentiel que vous soyez auditionnés dans ce cadre.

### **Michel FOURNIER**

La fibre étant déployée en aérien, elle se trouve au-dessus des pylônes de cuivre. Ainsi, c'est le premier câble susceptible d'être impacté, ce qui pourrait entraîner de nombreux problèmes.

### **Fabien VERDIER**

Je souscris pleinement aux propos de Catherine Lhéritier. Nous rencontrons de nombreuses coupures, notamment lors des crises, dans certains territoires d'Eure-et-Loir, ce qui ne correspond pas à la carte présentée. Vous n'avez pas mentionné les « zones grises ».

### **Zacharia ALAYHANE**

La carte que nous avons présentée est une carte théorique élaborée par l'ARCEP. Elle prend en compte la propagation des ondes par les pylônes existants, qui, en principe, devraient garantir cette couverture. Bien qu'il s'agisse d'une carte nationale, il est possible de zoomer pour visualiser les zones avec plus de détails.

La résilience des réseaux est une priorité pour nous, tant pour la fibre que pour le réseau mobile. À Paris, les cellules sont petites, et en cas de panne d'une antenne, une autre antenne à proximité peut prendre le relais. Cela n'est malheureusement pas le cas en zone rurale, où la continuité du service est moins assurée. Ce sujet soulève de nombreuses questions, et nous travaillons activement à ce propos avec la Direction générale des entreprises du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.







## Le Président

Lors d'un prochain conseil d'administration, nous pourrions aborder plus précisément le sujet de la résilience qui est une demande forte des territoires. Nous disposons d'un guide de résilience porté en collaboration avec la Banque des Territoires qui pourra faire l'objet d'un éclairage particulier.

## Actualité du programme Action cœur de ville (pour échange)

### Dominique CONSILLE

Je souhaitais vous présenter les derniers chiffres relatifs au programme Action Cœur de Ville (ACV) et vous informer des évolutions récentes concernant les nouveaux accompagnements mis en place.

En ce qui concerne le secteur du logement, 244 villes font partie du programme ACV et plus de 260 000 logements ont été rénovés grâce au financement de l'Anah. Dans le cadre de l'axe logement, 30 000 logements ont été construits ou réhabilités dans ces villes.

Concernant la perception des habitants, 80 % des résidents des villes ACV jugent le programme utile ou très utile. Le sentiment de déclin des centres-villes a diminué de 10 points dans ces villes depuis 2020.

Sur le plan financier, le programme ACV a permis de mobiliser 6 milliards d'euros au titre d'ACV1 sur une période de cinq ans, en comptabilisant les engagements financiers de l'État, des partenaires du programme tels que la Banque des Territoires, l'Anah et Action Logement. Pour la période 2023-2026 (ACV2), 5 milliards d'euros sont mobilisés. D'ici le deuxième trimestre 2024, 10 milliards d'euros auront été mobilisés, dont 1,2 milliard financé par l'État. Cette mobilisation financière témoigne de l'implication forte de l'État et de ses partenaires dans le soutien aux villes ACV. En intégrant également les financements des collectivités ainsi que d'autres sources de financement, cette enveloppe serait doublée.

Le programme ACV repose sur cinq axes principaux qui concernent l'habitat, l'économie, le commerce, l'accessibilité, la mobilité, le patrimoine, les aménagements, les bâtiments publics et les services à la population. L'axe relatif au patrimoine, à l'aménagement des espaces urbains et des bâtiments publics est celui qui recense le plus grand nombre d'actions. À ce jour, 70 % des projets sont déjà livrés ou en cours.

Un autre volet du programme, mis en place pour accompagner les villes dans la transition écologique (un axe majeur d'ACV2), concerne la signature d'une convention avec le CEREMA. Cette convention prévoit un accompagnement des villes ACV sur quatre thématiques : les mobilités décarbonées, la nature en ville, l'adaptation au changement climatique et la sobriété foncière. L'accompagnement a débuté en 2024 avec 53 dossiers retenus lors de la première vague. Ce soutien se poursuivra en 2025 et 2026 afin de renforcer l'intégration de la planification écologique au niveau territorial.

Les quartiers de gare représentent un autre domaine d'accompagnement spécifique au programme ACV2. 145 villes ACV incluent ce programme dans leur périmètre. Une convention a été signée avec la SNCF et Villes de France, ainsi qu'une charte partenariale en 2023 lors du Salon des Maires afin de définir les modalités de collaboration. Un point clef de cette initiative est l'identification d'interlocuteurs pour répondre aux besoins des collectivités et aux questions des élus. À l'ANCT, un comité technique a été mis en place avec les différents partenaires pour suivre les projets et les problématiques remontées par les villes. Un guide des services disponibles, ainsi qu'un guide de valorisation des projets, sont en cours de préparation.

Une autre initiative concerne l'accompagnement des « entrées de ville », une extension proposée dans le cadre d'ACV2. Une centaine de villes ACV ont intégré ce sujet dans leur périmètre ORT. Un guide présentant l'offre de services a été diffusé. Par ailleurs, plusieurs villes ACV ont été sélectionnées dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales, notamment 22 villes dans le volet 1. Pour aider les villes ACV qui veulent travailler sur leur entrée de villes, nous mobilisons le marché d'ingénierie de l'ANCT, l'accompagnement du CEREMA et projetons la création d'un nouveau cercle des villes ACV.

Concernant le secteur commercial, bien que nous n'ayons pas prévu de focus sur ce sujet l'an dernier, la contraction du commerce dans de nombreuses villes a conduit à développer un accompagnement spécifique pour les villes ACV et les EPCI. Un webinaire a été organisé pour guider les élus et les chefs de projet sur les dynamiques et les perspectives du commerce en centre-ville, en partenariat avec l'Institut pour la Ville et le Commerce. En raison des changements de comportements des consommateurs, des difficultés pour plusieurs franchises, et de l'évolution des marchés, il est devenu nécessaire de repenser le commerce en centre-ville. Ainsi, une formation de deux jours a été organisée à l'ANCT pour les directeurs de projets, et nous envisageons de la renouveler en 2025. Nous avons également lancé une expérimentation intitulée « Mon centre-ville en 2030 » afin d'accompagner les collectivités à anticiper les évolutions des commerces de centre-ville et les transformations des modes de consommation. Cette expérimentation permettra de diffuser les bonnes pratiques à l'ensemble du réseau des villes.





Enfin, une autre avancée notable concerne les synergies entre les projets Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain (PVD). Des rencontres régionales ont été organisées pour favoriser les échanges de bonnes pratiques entre les villes ACV et PVD, car les problématiques et les acteurs sont souvent similaires. Une première rencontre a eu lieu à Roanne le 15 novembre sur le thème des îlots dégradés, suivie par une autre à Angoulême le 29 novembre, abordant la question de la sobriété foncière. D'autres rencontres sont prévues, notamment à Manosque le 12 décembre sur l'habitat dégradé en centre ancien, à Châteauroux le 31 janvier sur la vacance des logements et enfin à La Flèche en mars 2025 sur le thème du commerce. D'autres dates seront également programmées.

### **Le Président**

Je vous remercie pour ce point d'étape sur ACV2.

### **Mélanie LAMANT**

Pour compléter l'ensemble des financements et des interventions, il est nécessaire de souligner que l'articulation entre les programmes NPRU et ACV prend du temps sur les territoires. Toutefois, l'intervention du NPRU, qui s'inscrit dans la durée, permet de surmonter certaines difficultés liées à l'annualité budgétaire. En effet, sur les 23 villes qui bénéficient à la fois du programme NPRU et du programme ACV, 408 millions d'euros ont été contractualisés. De plus, 15 villes présentent une géographie commune entre ACV et PNRQAD, totalisant 71 millions d'euros. Bien que le PNRQAD doit être soldé en 2025, le NPRU restera opérationnel pendant plusieurs années, permettant ainsi de soutenir ces dynamiques territoriales.

### **Dominique CONSILLE**

J'ai omis de mentionner le Forum des solutions, relancé en 2024 sur le thème du logement, avec des témoignages de maires et un prochain événement prévu en décembre à l'ANCT sur les mobilités, auquel vous êtes conviés.

### **Fabien VERDIER**

Je tiens à insister sur l'importance de l'accompagnement du commerce de proximité, qui souffre particulièrement de la concurrence de plateformes en ligne comme Amazon et TEMU, qui exercent une pression dévastatrice sur les commerçants locaux. Quelles actions sont mises en place pour contrer la « périphérisation » des commerces et attirer des enseignes vers les centres-villes ? Par exemple, malgré nos efforts pour faire venir Biocoop dans notre centre-ville, l'enseigne nationale a préféré s'installer en périphérie.

### **Gisèle ROSSA-MIGNOT**

Depuis ACV1, nous travaillons sur la question du commerce avec une initiative de la Caisse des Dépôts qui a apporté des fonds propres pour structurer des foncières commerciales. Ces outils permettent aux collectivités locales de prendre en charge les cellules commerciales vacantes, de les transformer et de les remettre sur le marché. À ce jour, 80 foncières ont été créées à travers le territoire national pour traiter les cellules commerciales en déperdition. Cela permet d'attirer d'autres enseignes dans les centres-villes. Il est essentiel de réévaluer ces actions commerciales et de se projeter sur les mutations importantes à venir, car beaucoup de ces projets de foncières ont un impact direct sur le dynamisme commercial dans les territoires.

### **Fabien VERDIER**

Les banques ne prêtent plus aux commerces. Un fonds de commerce, même celui d'un restaurant, ne représente plus de valeur. Nous ne sommes pas non plus parvenus à attirer une enseigne comme Cash express en centre-ville.

### **Dominique CONSILLE**

Attirer des commerces en centre-ville est devenu de plus en plus difficile, surtout par rapport à la périphérie où les contraintes sont moindres. Cependant, il existe des villes ACV qui connaissent une dynamique commerciale positive. Nous avons prévu de travailler avec la Banque des Territoires pour valoriser ces actions réussies et pour diffuser les outils disponibles pour aider à revitaliser le commerce en centre-ville. Deux aspects majeurs doivent être pris en compte pour réussir : favoriser les flux de consommateurs et faciliter l'accès au centre-ville par la mobilité. Un autre enjeu est le coût des loyers, qui reste prohibitif dans ces zones. Certaines collectivités ont pris l'initiative d'acquiescer des baux commerciaux pour éviter la disparition des commerces, comme à Valence, où une action dynamique a permis de maintenir des commerces en centre-ville.

Il est également crucial que les commerçants s'adaptent aux nouvelles attentes des consommateurs. Le e-commerce continue de croître (12 % des ventes aujourd'hui, et jusqu'à 25 % dans un futur proche), et les commerçants doivent intégrer cette évolution en mettant leurs produits en ligne pour attirer les consommateurs.





*Louis-Jean DE NICOLAÏ, Véronique LOUWAGIE et Gisèle Rossa-MIGNOT quittent la séance.*

## **Mesures en faveur de l'éducation en politique de la ville : programme de réussite éducative, etc. (pour échange)**

### **Frédéric BOURTHOUMIEU**

Le programme éducation est chargé de la définition, de la conception et du suivi des politiques publiques dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Il concerne 300 quartiers en Métropole et dans les territoires d'outre-mer. Je vais aborder deux dispositifs. Le premier est le programme de réussite éducative (PRE), qui s'adresse aux enfants et aux jeunes de 2 à 18 ans résidant dans les QPV et rencontrant des difficultés multiples et souvent multifactorielles. L'objectif principal du PRE est la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire, mais il vise aussi à accompagner les enfants et les jeunes de manière globale, en prenant en compte l'ensemble de leurs besoins éducatifs, sociaux et familiaux. Ce programme a été lancé en 2005 dans le cadre de la loi de programmation pour la ville dite loi Borloo, dont nous célébrerons les 20 ans en 2025. Il demeure un programme pertinent. Sur les chiffres de l'année dernière, une enquête nationale montre qu'environ 520 PRE couvrent 1 036 QPV sur le territoire national, et chaque année, entre 85 000 et 100 000 enfants et jeunes sont accompagnés.

Le second dispositif est celui des Cités éducatives, une démarche lancée en 2019 pour intensifier la prise en charge éducative des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Cette démarche est copilotée avec le ministère de l'Éducation nationale et vise à créer une alliance des acteurs éducatifs dans les quartiers, notamment les parents, les services de l'État, les collectivités, les associations et les habitants. L'ambition des cités éducatives est d'organiser une synergie entre les différents dispositifs présents sur le territoire. Lancée en 2019 comme une expérimentation dans 80 territoires, la démarche a été amplifiée en 2021, suite à la crise du Covid qui en a démontré l'efficacité. Elle concerne désormais 208 cités éducatives labellisées. À cette époque, elle couvrait 400 quartiers, et lors du dernier conseil interministériel des villes en 2023, une décision a été prise pour généraliser les cités éducatives aux territoires volontaires. Cette démarche est ambitieuse et exigeante. Son expansion est en cours, avec quelques réserves liées à certains éléments du budget national. En 2024, nous avons soutenu le renouvellement de 126 cités éducatives labellisées entre 2019 et 2021 et leur extension, passant de 400 à 500 QPV couverts grâce à l'augmentation des crédits. Nous allons bientôt statuer sur le renouvellement des 80 cités éducatives restantes pour atteindre un total de 208. Concernant les nouveaux territoires entrants, nous avons traité les dossiers de candidatures. Nous avons identifié une quarantaine de territoires intéressés qui pourraient rejoindre la démarche. Bien que nous ne soyons pas encore en mesure de confirmer, nous sommes optimistes quant à notre capacité à les accompagner tant sur le plan méthodologique que financier. Ces 44 territoires ont déjà reçu des crédits d'amorçage en 2024 pour renforcer leur capacité d'ingénierie.

Nous travaillons également à la préparation d'une journée pour célébrer les 20 ans du PRE, à laquelle nous vous invitons. Nous organisons aussi traditionnellement des rencontres nationales des cités éducatives, réunissant de nombreux acteurs des territoires, de l'Éducation nationale et des collectivités. La prochaine journée aura lieu le 21 janvier 2025.

### **Le Président**

Souhaitez-vous prendre la parole ?

### **Mélody TONOLLI**

Je vous remercie pour cette présentation. Ce sujet est souvent évoqué avec les maires de villes et banlieues. Ce dispositif fonctionne très bien à Paris et dans d'autres territoires. Nous sommes très volontaires pour continuer à le développer et nous nous inscrivons dans la même optique. Néanmoins, si les considérations budgétaires ne suivent pas, cela pourrait constituer un obstacle. Les retours d'expérience des cités éducatives à Paris sont très positifs. Elles fonctionnent toutes très bien. Il serait intéressant de réaliser un travail de bilan, car il existe différents types de fonctionnements, et cela nous interroge sur la meilleure façon d'avancer. Je tenais à renouveler la volonté de nombreux maires de pouvoir développer cette démarche et j'imagine que plusieurs d'entre eux ont déjà candidaté. Nous entendons aussi souvent parler de la question de la maturité des projets : il est essentiel que ces projets soient bien mûris avant d'être lancés.

### **Fabien VERDIER**

Dans les villes moyennes et les sous-préfectures, un besoin crucial est ressenti dans le domaine des études supérieures. Les étudiants partent vers d'autres villes et ne reviennent pas ou certains renoncent à leurs études faute de moyens. Dans notre pyramide des âges, nous observons un déséquilibre. La population de 0 à 18 ans et celle des plus âgés sont plus représentées. Cela entraîne une perte de compétences, aussi bien pour le privé que pour le public. L'ingénierie que nous avons pourrait venir de nos diplômés formés dans nos villes moyennes. L'ANCT pourrait également soutenir cette dynamique. Ce type de structuration de l'espace public





et des politiques pourrait contrecarrer la montée des extrêmes. Je regrette que nous ne mettions pas suffisamment en avant les sous-préfectures.

#### **Nadège BAPTISTA**

Les cités éducatives sont un modèle de réussite pour les politiques de la ville. D'autres dispositifs thématiques, notamment les Cités de la jeunesse, ont eu moins de succès. L'enjeu est de ne pas superposer les dispositifs, mais de faire converger les gouvernances et d'envisager une évolution vers une gouvernance unique en matière éducative en réunissant les PRE et les Cités éducatives. Un autre enjeu important pour l'avenir sera l'évaluation des Cités éducatives, car le projet n'est plus expérimental et a été reconduit pour trois ans. Il sera nécessaire de réfléchir ensemble à une étude longitudinale et à des critères d'évaluation pour analyser l'efficacité de ces financements.

#### **Michel FOURNIER**

Je constate dans les PRE une similitude avec les territoires éducatifs ruraux, qui en sont en quelque sorte une déclinaison. Cela me conduit à penser qu'il devrait exister des QPR, des Quartiers Prioritaires Ruraux.

#### **Le Président**

Nous retenons cette idée.

#### **Christophe BRUNELLE**

Étant donné qu'il s'agit de mon premier conseil d'administration de l'ANCT, permettez-moi de me présenter. Je suis Christophe Brunelle, responsable des relations avec les élus locaux au sein du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Je partage l'avis de Mélody Tonolli. Le dispositif des Cités éducatives est une réussite, et nous pouvons envisager de développer un meilleur partenariat avec les formations menant à l'enseignement supérieur, notamment dans des lycées avec des BTS et des classes préparatoires, mais aussi avec des universités.

#### **Mélody TONOLLI**

Les propos de Madame Nadège Baptista me font réagir, notamment concernant la possibilité de réunir la gouvernance des PRE et des Cités éducatives. Ce sont des réflexions que nous avons également. La question se pose naturellement. Je soutiendrai ces réflexions et leur mise en place. Je souhaite revenir sur les aspects budgétaires. À Paris, le fonctionnement présente des spécificités, avec un groupement d'intérêt public en charge de la gestion de la réussite éducative. Nous avons déjà observé des réductions de financements au niveau de la préfecture concernant cette même réussite éducative. Si la gouvernance est maintenue, nous conserverons les financements pour les Cités éducatives, mais cela risquerait de réduire les ressources allouées à la réussite éducative. À ce stade, la tendance est préoccupante et nous peinons à répondre à l'ensemble des besoins.

#### **Le Président**

Vos propos rejoignent la réponse de Stanislas Bourron. Le dispositif donne des résultats satisfaisants. Cet argument revêt une certaine importance dans un contexte où des arbitrages sont nécessaires.

#### **Fabien VERDIER**

Je prends pour exemple le lycée Émile Zola à Châteaudun, où nous avons mis en place une licence professionnelle. Nous avons dû nous appuyer sur l'Université d'Orléans, et cette licence a duré environ trois ou quatre ans avant d'être fermée. Lorsque la décision ne provient pas du siège social dans nos villes moyennes, nous perdons des ressources, comme cela se produit pour les GHT, où les hôpitaux sont progressivement dévitalisés. Un phénomène similaire se manifeste avec la loi ELAN. Lorsqu'est évoquée la nécessité de 12 000 logements, ce sont principalement les villes moyennes qui en pâtissent. Je fais le lien avec ce que j'évoquais précédemment concernant la montée des extrêmes, vous renforcez cette dynamique. Il est essentiel de remettre de la substance dans nos territoires. Si nous ne mettons pas en place des politiques ambitieuses et efficaces, nos territoires risquent de se dégrader, à l'instar de nos commerces.

### **Bilan annuel des conventions-cadres partenariales (pour décision)**

#### **Le Président**

Je vous remercie. Nous passons au point suivant, en vous signalant qu'il faut avancer rapidement. Je donne la parole à Emilie Chapeau et Agnès Reiner





## Emilie Chapeau et Agnès Reiner

Je vous remercie. Bonjour à toutes et à tous. Je vais rapidement vous présenter le bilan annuel des conventions-cadres de l'ANCT avec l'ensemble de ses opérateurs partenaires. Je vous renvoie à la note pour les détails, elle a été fournie et enrichie par les partenaires que je remercie.

Les conventions-cadres ont été renouvelées en novembre 2023. Elles ont permis d'approfondir le partenariat et les actions communes entre l'ANCT et les cinq opérateurs partenaires : l'Anah, l'ANRU, l'ADEME, la Banque des Territoires et le CEREMA, notamment de manière transversale avec des participations croisées. Un grand nombre d'événements ont eu lieu sur des thématiques communes, comme la participation de nos partenaires à l'ANCTour, un événement important pour l'ANCT en 2024. De plus, les partenaires étaient systématiquement invités aux forums locaux de l'ingénierie, aux CLCT, et ont été invités à décliner leur offre dans la cartographie de l'ingénierie locale déployée dans tous les départements en 2024.

Nous pouvons citer les corps CEREMA, à laquelle l'ANCT a contribué grâce à l'implication des chargés de mission territoriaux, ainsi que les rencontres régionales organisées par l'ADEME sur le thème de la territorialisation de la planification écologique. Ces rencontres ont permis de travailler sur l'ingénierie et sur la complémentarité des offres d'ingénierie entre les opérateurs partenaires sur ces thématiques.

De façon transversale, l'ensemble des opérateurs ont continué à s'impliquer dans les programmes de l'ANCT, comme Action cœur de ville, Villages d'avenir et Petites villes de demain. Le programme Village d'avenir a particulièrement bien été accompagné cette année, avec le lancement de ce programme. Nous pouvons également citer la participation de l'ANAH à France Services, un partenariat important qui a permis d'apporter des appuis sur la rénovation de l'habitat privé, notamment par les conseillers France Services. Des formations ont été délivrées par l'ANAH aux conseillers pour offrir 60 000 appuis aux ménages dans le domaine de l'habitat privé. En conclusion, les six partenaires ont participé au comité national de coordination (CNC), qui a permis d'aborder l'ensemble de ces sujets, notamment l'ingénierie et les interventions en outre-mer, ce qui a donné lieu à un CNC spécifique cette année.

## Le Président

Je vous remercie pour cette présentation.

*Le Président soumet le projet au vote. Le projet est adopté à l'unanimité.*

### **Convention de financement conclue avec la direction interministérielle de la transformation publique relative au programme France Services (régularisation) (pour décision)**

*Le Président soumet la convention de financement de régularisation dans le cadre du programme France Services au vote. La Convention est adoptée à l'unanimité.*

### **Accord-cadre à bons de commande ayant pour objet l'impression offset ou numérique des documents pour l'ANCT (2 lots) (pour décision)**

*Le Président soumet l'accord-cadre de bons de commande ayant pour objet l'impression offset ou numérique des documents de l'ANCT. L'accord-cadre est adopté à l'unanimité.*

### **Contrats-cadres de partenariat et avenant à un contrat de partenariat conclus dans le cadre du fonds de restructuration des locaux d'activité (FRLA2) (pour décision)**

## Le Président

Lors du Congrès des maires, nous avons eu l'occasion de procéder à la signature de conventions dans le cadre du fonds de restructuration des locaux d'activité. Cette démarche concerne les communes de Vernon, Amiens, Oissel, Bourges, Lunel et Allonnes et porte sur un montant cumulé de 6 millions d'euros.

*Le Président soumet la convention au vote. La convention est adoptée à l'unanimité.*

### **Contrat de subvention octroyé dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales (modificatif) (pour décision)**

## Stanislas BOURRON

Concernant le dernier point, nous avons déjà étudié cette délibération. La ville de Bourges devait être bénéficiaire de la subvention, mais une SPL prendra le relais. Le montant et le cadre sont identiques, mais nous vous le représentons, car le destinataire a changé.





*Le Président soumet le projet au vote. Le projet est adopté à l'unanimité.*

**Le Président**

Je vous remercie de votre présence. L'ordre du jour est épuisé. Je vous donne rendez-vous au prochain conseil d'administration qui aura lieu en visioconférence le 19 décembre et le 13 mars.

*La séance est levée à 13 heures 05.*



## Conseil d'administration du 19 décembre 2024 (En visioconférence)

### PROCES-VERBAL

#### ORDRE DU JOUR

Accord-cadre de prestations d'ingénierie d'appui aux territoires (26 lots) (pour décision) ..... 3







### **Étaient présents :**

#### **Membres du Conseil d'administration**

Christophe BOUILLON, Président de l'ANCT

#### **Représentants de l'État**

Benoît DUFUMIER – DDTM des Côtes-d'Armor (représente Catherine SEGUIN – préfète de l'Oise)

Alexandre SANZ – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Blandine GEORJON - DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Xavier BARROIS – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Marie REGRETTIER – DB, ministère de l'Économie et des Finances

Btissam CHKIRBANI – DGE, ministère de l'Économie et des Finances (représente Lenaïg CATZ)

Élise HERRMANN – délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle, ministère de la Culture

Christophe CHASSANDE – Secrétariat général ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires

Anne-Lorraine LATTRAÏE – DGALN, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

François PESNEAU – préfet de la Haute-Vienne

Nicolas DAUBRESSE - DGRI, ministère de la Recherche

Clément MÉDÉE – DGITM, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (représente Céline MOUVET)

#### **Représentante de la Caisse des dépôts**

Gisèle ROSSAT-MIGNOD (n'a pas participé au vote)

#### **Représentants des collectivités territoriales**

Catherine LHÉRITIER – AMF

Patrick GENRE – ANEM

Frédéric LETURQUE – France Urbaine

Isabelle DUJELET – AMRF (représente Michel Fournier)

Driss ETTAZAOUI – Ville & Banlieue

#### **Représentants du Parlement**

Véronique LOUWAGIE – Députée de l'Orne

#### **Représentants du personnel**

Ida HOUNKPATIN – CGT

Joëlle MARTICHOUX – CFTD

#### **Membres à voix consultative**

Stanislas BOURRON – DG de l'ANCT

Cécile RAQUIN, commissaire du gouvernement

Jessica BROUARD-MASSON – ANAH, directrice de l'expertise et des politiques publiques (représente Valérie MANCRET-TAYLOR)

Jean-Baptiste DOLCI – ANRU, vice-président

Nicolas SOUDON – ADEME (représente Sylvain WASERMAN)

Philippe JARRAUD – contrôleur budgétaire et comptable ministérielle (représente Christine BUHL)

Marie-Claude JARROT – CEREMA

#### **Invités :**

Nicolas SORNIN-PETIT

Agnès REINER

Emilie CHAPEAU

Raphaëlle GODDET

Hélène PESKINE

Nicolas DAUBRESSE

Christophe BRUNELLE

Anne-Sophie PERON

Juliette MURACCIOLE

Marc Antoine DORTOMB

Baptiste BOSSARD





*La séance est ouverte à 10 heures 32 sous la présidence de Christophe BOUILLON.*

*Le quorum est atteint*

## **Accord-cadre de prestations d'ingénierie d'appui aux territoires (26 lots) (pour décision)**

### **Le Président**

Bienvenue à tous pour ce Conseil d'administration exceptionnel. Il est particulier pour plusieurs raisons : la plupart d'entre vous êtes en visioconférence, il intervient peu après notre dernier conseil du 28 novembre 2024, et il ne comporte qu'un seul point à l'ordre du jour : l'accord-cadre des prestations d'ingénierie en appui des territoires. Cet ordre du jour limité à un point n'empêchera pas, bien entendu, aux membres du Conseil d'administration de poser des questions diverses.

Cet accord-cadre est crucial car il représente le cœur de métier de notre Agence. Le sur-mesure, aux côtés des différents programmes que nous animons et pilotons, constitue un moyen concret d'accompagner les collectivités dans leurs besoins d'ingénierie. Nous constatons une augmentation constante des demandes ces derniers mois, alors que le précédent accord-cadre est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024.

Notre intervention se fait selon un principe de subsidiarité. Nous n'intervenons que si les ressources locales (État local, opérateurs nationaux comme CEREMA, ADEME, ANRU, ANAH, Banque des territoires, agences techniques départementales, CAUE, agences d'urbanisme) ne suffisent pas à répondre aux besoins des collectivités.

Malgré l'offre d'ingénierie existante, certaines collectivités requièrent une ingénierie spécifique et de précision, notamment pour des projets complexes. Nos déplacements sur le terrain confirment ce besoin d'ingénierie sur-mesure qui s'exprime aujourd'hui. Stanislas BOURRON et moi-même continuons à nous rendre dans les territoires toute l'année, et nous pouvons mesurer auprès des élus que ce besoin d'ingénierie est bien identifié.

Je tiens à féliciter les équipes pour leur travail important sur cet accord-cadre, qui a nécessité plus d'un an de préparation. Il comprend plusieurs lots et intègre le principe de déconcentration de l'enveloppe d'ingénierie, donnant plus de latitude aux préfets dans les départements. Nous avons également mesuré la pertinence de ce choix lors de nos déplacements. Je rappelle que nous disposons d'un volume d'ingénierie correspondant à environ 40 millions d'euros, avec 15 millions d'euros déconcentrés. Cette notion de déconcentration trouve donc sa pertinence et rejoint la dimension de la proximité qui s'ajoute à celle du sur-mesure.

Je laisse maintenant la parole à Stanislas BOURRON pour présenter cet accord-cadre.

### **Stanislas BOURRON**

Merci, Monsieur le Président. Nous allons passer directement à la présentation du PowerPoint par Émilie Chapeau.

### **Émilie CHAPEAU**

Merci. Je vais vous présenter cet accord-cadre en commençant par un bilan de l'accord-cadre actuel qui se termine fin décembre 2024 après quatre années de mise en œuvre. Il comportait 43 lots, enrichis au fil des années, avec des lots régionaux et thématiques, impliquant 106 bureaux d'études.

À la suite d'une évaluation auprès des utilisateurs, notamment les services de l'État déconcentrés, qui mettent en œuvre dans les territoires cet accord d'ingénierie, nous avons identifié plusieurs besoins :

Un marché plus lisible, pour s'approprier l'accord plus aisément.

Un renforcement de la dimension de transition écologique.

Une assistance accrue pour les petites collectivités.

Sur les quatre années, nous avons conduit plus de 1 200 projets, avec une sur-mobilisation sur certains lots.

Pour le nouveau marché 2025-2028, nous proposons une meilleure ventilation du marché avec un allotissement plus resserré comptant 26 lots : 14 lots régionaux renforcés et 12 lots thématiques couvrant l'ensemble des spécialités importantes pour l'accompagnement des collectivités.

Nous avons opté pour un nombre de lots plus restreint, mais multi-attributaires, afin d'élargir le champ des compétences disponibles. Nous avons renforcé le volet AMO dans de nombreux lots, ainsi que l'approche intégrée des transitions écologiques. Le lot Mobilités a été particulièrement renforcé pour répondre aux besoins des petites collectivités.





La procédure de sélection, qui a duré une année, comprenait une phase d'analyse des candidatures, une phase restreinte avec remise d'offres, et des auditions. Nous avons sélectionné 103 nouveaux bureaux d'études et reconduit plus de 40 autres, offrant ainsi un large éventail de partenaires.

Parmi les nouveaux entrants, nous comptons de nombreux petits bureaux d'études implantés dans diverses régions. Par exemple, Ville ouverte, bureau d'études spécialisé en programmation urbaine, Urbicand en Bourgogne-Franche-Comté pour l'appui au PLUI, et Les Maîtres du rêve, groupement de plusieurs petits bureaux, pour le tourisme en montagne et en PACA. Des bureaux d'études déjà présents, comme Terre d'avance, implanté notamment à Toulouse et Lyon, et Albert et Associés, à Ronchin, ont également été reconduits.

### **Stanislas BOURRON**

Je tiens à souligner quelques points importants. Cette consultation, extrêmement lourde, prend en compte les retours d'expérience de 2023 sur la base d'un marché passé en 2020. Nous avons cherché à diversifier, à favoriser la proximité et à renouveler nos prestataires. L'objectif est également de couvrir les thématiques émergentes des dernières années et d'offrir un service adapté à tous les territoires.

### **Le Président**

Merci. Je laisse la parole aux organisations syndicales.

### **Joëlle MARTICHOUX**

Bonjour à tous. Nous ne remettons pas en cause le principe de recours à l'ingénierie, qui est une mission essentielle de l'agence, très attendue des collectivités locales. Il peut exister des insatisfactions, mais il ne faut pas généraliser ces dernières. Cependant, comme nous le demandons depuis plusieurs années, nous souhaitons questionner les modalités de définition et de mise en œuvre de ces marchés. Au-delà du quantitatif, quel bilan qualitatif ressort de ces marchés ? Quelle optimisation ? Nous souhaiterions bénéficier de bilans et d'évaluations régulières des résultats avec les bénéficiaires et les services déconcentrés.

Par ailleurs, nous souhaiterions une définition de critères. En effet, les critères de choix d'attribution des lots de marchés ne sont pas toujours clairs pour les personnels qui les traitent.

Enfin, nous souhaiterions un renforcement des ressources humaines à l'Agence et dans les services déconcentrés pour piloter ces marchés. Les mises en place et les déroulés de marchés nécessitent un travail colossal de la part des collègues chargés de missions régionales notamment, sans aucune compensation ni reconnaissance de leur hiérarchie. Nous avons déjà signalé que ce travail était très énergivore et chronophage, avec des périodes très intenses, et les personnels concernés souhaiteraient bénéficier d'une réelle reconnaissance.

Pour ces raisons, nous nous abstenons, tout en reconnaissant l'importance de ces marchés pour le rôle de l'Agence.

### **Le Président**

Merci pour ces remarques. Je note trois questions principales : l'évaluation, la clarté des critères et les moyens d'accompagnement. Je laisse Stanislas BOURRON répondre à ces points importants.

### **Stanislas BOURRON**

Merci Monsieur le Président. Je vais laisser Nicolas SORNIN-PETIT aborder la partie Evaluation. Nous avons sollicité en 2023 tous les préfets de France pour un retour sur le marché, obtenant environ un tiers de réponses, ce qui a déjà permis d'orienter le nouveau marché. Bien sûr, une évaluation est également réalisée pour chaque prestation.

### **Nicolas SORNIN-PETIT**

L'évaluation des prestations d'accompagnement se fait à plusieurs niveaux. Au niveau de chaque accompagnement individuel, les services de l'État et les collectivités sont interrogés sur la satisfaction, les livrables, le rythme et le respect des délais. Cette évaluation conditionne le paiement. Ensuite, nous menons des évaluations régulières avec les bureaux d'études, à l'échelle régionale ou nationale selon les lots. Nous identifions les problèmes de performance, de délais ou de qualité des livrables. Nous avons pu être amenés à ne pas renouveler les marchés, qui sont renouvelables tacitement au bout d'une année. En 2021, trois bureaux d'études régionaux n'ont ainsi pas été reconduits à la suite de performances insatisfaisantes.





Nous avons renforcé l'accent sur le retour d'expérience et la valorisation des accompagnements pour analyser ce qui est transposable dans d'autres territoires.

Pour ce nouvel accord-cadre, nous avons amélioré l'outil dans sa conception, mais nous répondons dans son utilisation quotidienne aux points soulevés.

Concernant la visibilité, nous organisons une revue de projet hebdomadaire pour examiner tous les accompagnements, discuter des difficultés d'interprétation et partager les retours d'expérience sur l'utilisation des unités d'œuvre du marché.

Quant aux moyens, nous avons doublé l'équipe et le budget, avec des renforts sur la partie administrative et financière pour répondre aux défis de ce marché.

#### **Stanislas BOURRON**

Je précise que ce doublement s'est fait à enveloppe de DP constante. Les perspectives de 2025 ne prévoient pas d'accroissement. Nous avons renforcé les équipes chargées du portage et de l'animation de cet outil pour améliorer la proximité et la qualité des réponses aux services de l'État.

#### **Le Président**

Merci. Je laisse la parole à Marie-Claude JARROT et Nicolas SOUDON.

#### **Marie-Claude JARROT**

En tant que présidente du CEREMA, je me réjouis de cet accord-cadre. Le CEREMA intervient dans ce cadre avec l'ANCT sur l'ingénierie pour accompagner ces missions. Nous sommes présents sur l'accord-cadre à notre place en termes d'ingénierie plus stratégique dans ce domaine.

#### **Nicolas SOUDON**

Ma question porte sur le lot 17, Transition écologique et énergétique. Vous avez rappelé la logique de subsidiarité qui prévaut dans le fonctionnement de l'ANCT, qui intervient à défaut d'autres acteurs publics. Sur la consommation du marché 2021-2024, j'ai noté une faible utilisation de ce volet, comprenant 18 projets et 780 000 euros. Je m'interroge sur le montant choisi pour le lot 17 dans le nouvel accord-cadre, soit 8 millions d'euros par an, 32 millions sur quatre ans. Ce montant paraît élevé par rapport à la consommation précédente. Existe-t-il une volonté de monter en charge sur ce sujet, par exemple en appui à la mission Adaptation ? Ou est-ce simplement pour couvrir un maximum de prestations potentielles dans le cadre d'un marché à bons de commande ? Cette question est importante dans les débats actuels sur l'ingénierie en direction des collectivités pour la transition écologique.

#### **Stanislas BOURRON**

Le marché initial de 2020 comportait deux lots : Transition écologique et Transition énergétique. Nous avons rencontré des difficultés pour couvrir la diversité des demandes. Depuis, l'accélération de la situation climatique et l'ambition accrue de l'État et des collectivités locales ont nécessité une adaptation. Je tiens à rassurer Nicolas SOUDON et tous les autres : le montant plafond n'est pas un objectif à atteindre, mais une limite juridique. Cependant, les besoins augmentent, comme le montre la mission Adaptation. Notre objectif est de pouvoir répondre à toutes les demandes locales, même les plus modestes, en utilisant nos propres ressources ou celles d'autres opérateurs.

#### **Le Président**

Je laisse maintenant la parole à Catherine LHERITIER.

#### **Catherine LHERITIER**

Merci. Je voudrais savoir comment cet accord-cadre s'articulera avec la déconcentration au niveau des préfets.

#### **Le Président**

Il s'agit d'une question très pertinente, qui a souvent été soulevée lors de nos déplacements.

#### **Stanislas BOURRON**

Nous jouons un rôle de mutualisateur depuis 2020. Le renouvellement de ce marché a pris un an et demi en raison des exigences de la commande publique. Notre approche évite que chaque collectivité ou préfet de département ne lance son propre marché pour chaque besoin lié à la transition. Nous offrons ainsi une offre





de services, une solution simplifiée couvrant l'ensemble du territoire et des thématiques, en l'absence de réponse locale : le marché comprend 14 lots régionaux pour une approche très locale.

La déconcentration pour les préfets concerne les enveloppes budgétaires. Nous leur proposons une enveloppe en début d'exercice (150 000 euros en 2024), qu'ils peuvent utiliser sur l'ensemble des lots. Cela permet une grande réactivité, car une fois la convention signée, le service peut être mis en œuvre en quelques semaines auprès des élus concernés, sans passer par une nouvelle commande publique.

#### **Catherine LHERITIER**

La déconcentration ne permet donc pas aux préfets de faire appel à des prestataires autres que ceux retenus dans le marché national ?

#### **Stanislas BOURRON**

En effet, la déconcentration concerne principalement le droit de tirage sur ce marché. Très ponctuellement, elle peut concerner des subventions pour des opérations avec un portage extérieur.

#### **Le Président**

Il est important de noter que les réponses à l'appel d'offres ne proviennent pas uniquement de grands cabinets nationaux. Cela permet une diffusion large à l'échelle des territoires. De plus, nous respectons un principe de subsidiarité. Les collectivités peuvent toujours faire appel à l'ingénierie publique locale existante. Notre intervention se fait quand une collectivité ne trouve pas l'ingénierie nécessaire pour développer son projet. Les collectivités conservent également la possibilité de faire appel à une ingénierie privée locale si elles en ont les moyens.

#### **Catherine LHERITIER**

Cependant, cela ne favorise pas vraiment la complémentarité que j'avais souhaitée entre ces grands appels d'offres et les réponses locales. Actuellement, le préfet n'a pas la possibilité de dégager une enveloppe pour soutenir une réponse locale. Je continuerai à évoquer ce point pour l'avenir.

#### **Le Président**

Il faut comprendre que ce système permet au préfet de solliciter différents lots en fonction des besoins, dans la limite de l'enveloppe déconcentrée. Il s'agit d'un principe d'efficacité et d'agilité. Le travail de préparation a été long, plus d'un an et demi, pour paramétrer les différents lots afin de répondre au mieux à la demande. De plus, pour faire référence aux souhaits exprimés par les représentants syndicaux, il existe bien une évaluation. Le nouvel accord-cadre tient compte de l'expérience acquise ces trois dernières années, améliorant notre capacité de réponse.

#### **Stanislas BOURRON**

Sur les 146 bureaux d'études proposés dans le marché aujourd'hui, environ les deux-tiers peuvent être qualifiés de bureaux locaux. Même les grands acteurs du système se sont regroupés en consortiums, associant différentes compétences et implantations. Les syndicats représentatifs de la profession ont compris l'intérêt de cette approche. Nous avons inclus des structures de moins de vingt, voire moins de cinq salariés dans ces consortiums, notamment pour les lots régionaux. Cela permet une grande proximité avec les acteurs locaux. Dans certains cas, nous pouvons subventionner des opérations portées par d'autres opérateurs, directement par des collectivités, bien que ce ne soit pas le levier principal.

*Le Président soumet l'accord-cadre de prestations d'ingénierie d'appui aux territoires (26 lots) au vote. Le vote est favorable. Mme Gisèle ROSSAT-MIGNOD n'a pas participé au vote.*

#### **Stanislas BOURRON**

Je précise que le prochain Conseil d'administration est avancé au mercredi 5 mars 2025 à 10h30. Un message de confirmation sera envoyé à tous.

#### **Driss ETTAZAOUI**

Dans le cadre des questions diverses, je souhaite évoquer le rapprochement entre l'AMRF et Ville & Banlieue. Les deux présidents, Michel FOURNIER et Gilles LEPROUST, ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble sur les questions de ruralité et d'urbanité autour du thème de la cohésion nationale et territoriale. Une convention de coopération entre ces deux associations d'élus sera signée. En ces temps troublés, il est important que les élus montrent le chemin et la volonté de travailler main dans la main.





Plusieurs territoires se sont portés candidats. Le président de l'AMRF souhaitait privilégier la province, et l'agglomération d'Evreux a été choisie comme territoire pour une action d'envergure prévue en 2025. Je suis intervenu le 17 décembre devant les représentants de l'AMRF du département de l'Eure pour leur présenter cette opération. Nous allons travailler avec l'AMRF pour préciser le calendrier, et nous sollicitons l'accompagnement de l'ANCT et son expertise pour cette opération, par exemple en désignant un référent au sein de l'Agence pour nous aider à construire ce projet.

#### **Le Président**

Merci. Nous félicitons les différentes parties prenantes pour cette initiative et le choix de l'agglomération d'Evreux. L'ANCT accompagnera cette démarche qui correspond parfaitement à notre philosophie de cohésion des territoires.

Par ailleurs, je tiens à souligner la mobilisation de l'Agence, notamment à travers notre pôle européen, pour la situation à Mayotte. Cela démontre l'agilité et la compétence de l'ANCT dans des situations d'urgence, comme lors des inondations dans le Pas-de-Calais.

Je vous souhaite de joyeuses fêtes de Noël et vous donne rendez-vous l'année prochaine. Merci à tous pour votre participation à ce Conseil d'administration exceptionnel.

*La séance est levée à 11 heures 17.*

